

DÉCLARATION DE LA FNEC FP-FO CTSD DU 8 NOVEMBRE 2022

Madame la Directrice d'Académie,

Les années se suivent et ont de plus en plus tendance à se ressembler... Deux mois après le début de cette année scolaire, force est de constater que la rentrée ne s'est pas bien passée, une fois encore. Dans notre département de Gironde, pourtant attrayant, nous sommes loin de la promesse faite en juin dernier par le ministre Ndiaye qui annonçait qu'il y aurait « un prof devant chaque classe à la rentrée ». Nous manquons toujours de personnels enseignants (les petites annonces dans la presse locale seraient-elles insuffisantes ?), de CPE, de personnels de direction, administratifs, infirmiers, psy EN et AESH.

Encore une fois, il faut souligner l'insuffisance des traitements dans la fonction publique. La perte de pouvoir d'achat de 25% subie par les personnels depuis plus de 20 ans ne permet pas à un nombre croissant d'entre eux de vivre convenablement. Les prix à la consommation ont augmenté de 6,2% sur un an le mois dernier. L'augmentation de la valeur du point d'indice pour toute la fonction publique de juillet s'élève à 3,5%. Les calculs sont vite faits...

Toujours au sujet de la rémunération, 935 millions d'euros seraient prévus pour les enseignants. 635 millions d'euros seraient consacrés à la revalorisation inconditionnelle des enseignants, mais seuls les collègues en début de carrière la percevraient. Où sont donc passées les promesses du président de la république des 10% pour tous ?

300 millions d'euros seraient consacrés aux enseignants qui accepteraient de nouvelles tâches. La FNEC FP-FO l'a maintes fois répété mais les personnels assurent aujourd'hui difficilement leurs obligations réglementaires de service en raison d'un épuisement sans précédent. Comment concevoir qu'on puisse leur en demander davantage ? Il ne s'agit alors pas de revalorisation mais de la logique du « travailler plus pour gagner plus ». Pire encore, si l'on tient compte de l'inflation, on pourrait même parler du « travailler plus pour perdre moins ». La FNEC FP-FO refuse cette logique.

Mais la question de la rémunération n'est pas la seule responsable des difficultés auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés. Pour la FNEC FP-FO, ce sont les conditions de travail détériorées, et même catastrophiques, que nous subissons qui sont la première cause de cette situation. Nous ne cessons de le répéter mais un nombre grandissant de personnels sont

confrontés à des situations quotidiennes qui les mettent en difficulté. Comment accepter que dans de nombreuses classes le nombre d'élèves à besoins particuliers explose ? Il n'est en effet pas rare d'entendre des enseignants nous dire que plus de 50% des élèves dont ils ont la charge sont des élèves à besoins particuliers et que pour certains, l'AESH qui devrait les accompagner n'existe pas. À l'inverse, lorsque tous les élèves ont la chance d'avoir un(e) AESH, les salles de classe sont tellement chargées qu'il n'y a parfois pas assez de chaises pour tout le monde... Cette situation génère de la souffrance pour tous, élèves comme personnels.

Nous faisons donc encore le même constat navrant, que nous avons malheureusement pris l'habitude de faire : les moyens manquent. Cruellement. Nous l'avons déjà dit et le maintenons : ce manque de moyens contribue à l'épuisement général et à la perte de sens que ressentent de plus en plus de personnels face à leur métier. Les retours que nous avons eus au mois de septembre sont alarmants. Les classes sont de plus en plus chargées. Comment accepter que les classes de 4^e et 3^e au collège du Val de Saye à Saint Yzan de Soudiac, collège classé REP, soient à plus de 25 élèves pour la première fois en 13 ans ? Comment accepter que les effectifs de certaines classes de lycée atteignent plus de 40 élèves, comme au lycée Camille Jullian ? Pour la FNEC FP-FO, il faut plus de créations de postes et une baisse des effectifs par classe.

Vous nous direz peut-être que nous exagérons. N'oublions pas que cette rentrée nous a aussi réservé quelques nouveautés. Certains établissements, comme le collège des Eyquems à Mérignac ou le lycée Brémontier de Bordeaux, manquent de papier pour que les enseignants puissent faire des photocopies à distribuer aux élèves. Comment en est-on arrivé là ? On annonce aussi des restrictions de chauffage dans les établissements pour cet hiver. On aura beau dire aux personnels et aux élèves de bien se couvrir, comment peut-on envisager de travailler convenablement et sereinement dans de telles conditions ? Va-t-on en arriver à devoir fermer une SEGPA en collège pour faire des économies, comme au collège du Lavarin dans l'académie d'Aix-Marseille ? La mobilisation des personnels et des familles d'élèves a permis de faire reculer l'administration sur cette décision aberrante, mais jusqu'à quand ?

Oui, les moyens sont une priorité pour la FNEC FP-FO. Les établissements scolaires sont aujourd'hui portés à bout de bras par les personnels qui y travaillent. Les établissements ne peuvent fonctionner correctement sans moyens suffisants. Notre département a vu l'ouverture de six nouveaux collèges en septembre. Malheureusement, les moyens ne sont pas au rendez-vous pour eux non plus. Le cas du collège de Marsas en 2021-2022 n'a-t-il pas suffi ? Nous nous sommes rendus au collège de Bordeaux Lac et avons été choqués de constater la grande souffrance morale des collègues. Malgré les alertes répétées des organisations syndicales en CTSD l'an dernier et compte tenu de tous les dysfonctionnements et agressions dont les collègues sont victimes (agressions physiques et verbales de deux collègues et agression sexuelle d'une autre), nous ne comprenons pas que cet établissement ne soit pas classé REP, voire REP+, d'autant plus que les écoles du secteur sont classées REP. Les collègues réclament des moyens supplémentaires d'urgence, moyens qui ne relèvent pas du luxe : un poste de personnel de

direction adjoint, un poste de secrétaire, au moins deux AED, un(e) assistant(e) social(e) et un(e) infirmier(e) à plein temps. La situation dans ce collège est critique. Nous vous avons déjà alertés et vous demandons une nouvelle fois d'agir pour venir en aide aux collègues avant que la situation de ce collège atteigne un point de non-retour. Et pendant que des personnels et des élèves sont en souffrance faute de moyens suffisants, le budget de l'Éducation Nationale 2022 pour la mission « Enseignement scolaire » est amputé de 40 millions d'euros...

En ce qui concerne l'enseignement professionnel, la mobilisation du mardi 18 octobre contre le projet de réforme de la Voie Pro a été formidable. En France, plus de 60% des PLP étaient en grève ! Et à Bordeaux encore plus si l'on en croit les propos tenus par la Rectrice dès le début de l'audience qu'elle a accordée à l'Intersyndicale académique. Malgré les appels de certains à des rassemblements dans les départements, ce que nous pouvons regretter, plus de 1 000 collègues étaient rassemblés devant le Rectorat et ont attendu que la délégation reçue en audience puisse leur rendre compte des échanges avec la Rectrice avant de rejoindre le cortège de la manifestation interprofessionnelle.

Oui, cette mobilisation a été exceptionnelle, et cela signifie que la plupart des personnels de la Voie Pro a bien compris quels étaient les enjeux pour eux, mais aussi pour les élèves. Et soyons certains, même si cette seule journée de mobilisation ne peut pas suffire, que le Président Macron, et donc ses ministres, ont bien reçu le message. Les prochaines journées de mobilisation seront regardées de très près par le pouvoir...

Bien évidemment, en attendant une éventuelle suite, le ministère continue d'avancer sur son projet de réforme. Il a d'ailleurs installé le 21 octobre dernier quatre groupes de travail dont les thèmes sont très contestables, ou du moins très orientés pour justifier la réforme voulue par le Président Macron. Le SNETAA-FO refuse de participer à ces GT, car il s'agit d'un simulacre de dialogue social, l'essentiel de la réforme ayant déjà été décidé par le ministère. Non, il n'y a rien à négocier avant que ce projet ne soit retiré ! La mobilisation doit continuer jusqu'au retrait du projet du Président Macron. L'Intersyndicale nationale de la Voie Pro a décidé d'une nouvelle journée de mobilisation jeudi 17 novembre. Le SNETAA-FO, premier syndicat de l'Enseignement Pro, a aussi décidé de proposer aux collègues une mobilisation samedi 19 novembre à Paris devant le ministère.

Dans le 1^{er} degré, le constat est le même : des classes surchargées, comme à Gradignan avec des classes à plus de 30 élèves en CM2, des difficultés pour les collègues avec dans leur classe des élèves à besoins éducatifs particuliers toujours plus nombreux qui ne reçoivent pas l'accompagnement nécessaire (manque d'AESH ou partage d'AESH qui ne correspondent pas à leurs besoins, manque de places dans les établissements spécialisés (IME, ITEP...)).

Dans un courrier du 30 septembre qui nous était adressé, vous nous faites part du recrutement de 60 contractuels supplémentaires pour libérer les titulaires remplaçants bloqués à l'année alors même qu'au dernier CTSD vous nous assuriez que le potentiel de remplaçants était très bon. Aujourd'hui, dans la circonscription de Bègles Floirac, il y a un potentiel de 9

titulaires remplaçants (ZIL) : 2 sont bloqués sur des postes à l'année et 7 sur des remplacements longue durée de 15 jours à 3 mois ou plus. Pour venir siéger aujourd'hui en CTSD, je ne suis et ne peux donc pas être remplacée. Le potentiel de remplacement ne concerne t'il que le remplacement long ? Le remplacement pour une journée ne compte pas ? Mis à part pour les départs en formation où un remplaçant se voit affecté sur le remplacement de 2 postes qui ne devait être qu'une mesure exceptionnelle mais qui a tendance à se répéter ? Nous vous avons alerté sur les difficultés prévisibles du remplacement. En effet, aujourd'hui encore de nombreux titulaires remplaçants sont affectés à l'année les privant du droit aux ISSR. Après avoir fait appel enfin à l'ensemble de la liste complémentaire, la FNEC FP FO renouvelle sa demande d'abonder la liste complémentaire pour répondre au besoin d'enseignants avant de recruter des personnels sans statut et sans formation.

Ces mêmes contractuels doivent être aussi accompagnés et ne pas être laissés seuls. Une collègue contractuelle s'est vue licenciée sans réelles explications alors même qu'elle n'avait pas signé de contrat. Recrutée le vendredi pour le lundi suivant, visitée le mardi et le jeudi de cette même semaine pour être licenciée la semaine suivante. Comment peut-on reprocher à cette collègue son manque de compétence alors qu'elle n'a pas eu le temps de s'installer dans sa classe et qu'elle n'a reçu aucune formation ? Elle apprend le jour de son licenciement qu'elle était en période d'essai. Comment peut-on gérer des personnels de cette façon sans les informer en amont de leur contrat et en leur faisant miroiter un contrat jusqu'à août 2023 ? C'est à ça que doivent s'attendre les collègues contractuels, personnels tampons d'une situation dégradée que l'on jette sans explications ?

La FNEC FP FO demande le recrutement de personnels sous statut, la titularisation des contractuels et l'arrêt d'une gestion abusive des personnels de l'Education Nationale ! Ces situations mettent à mal nos collègues, les élèves et l'image même de l'Education Nationale qui dans un contexte de forte dépréciation du métier n'a pas besoin d'être entachée encore plus.

Le 24 août dernier, le président de la république a déclaré que « [nous vivons] la fin de l'abondance ». Cela fait maintenant un moment que nous la vivons dans l'Éducation Nationale. Il semble que nous ayons basculé dans la survie... Jusqu'à quand ? Pour la FNEC FP-FO, l'école n'a pas besoin d'un grand débat dont le seul objectif est de la territorialiser davantage, ce qui ne peut la mener qu'à la destruction de son caractère national. Le lycée professionnel n'a pas besoin d'une réforme de l'enseignement professionnel qui va le détruire. Le lycée général et technologique n'a pas besoin d'épreuves de spécialités du baccalauréat en mars mais d'un retour à un baccalauréat fait d'épreuves nationales, terminales et anonymes. Oui, l'école a besoin de moyens pour augmenter les salaires de tous ses personnels sans contreparties, pour diminuer le nombre d'élèves par classe, pour recruter des AESH et des AED avec un statut et un salaire dignes de leur travail. Force est de constater que nous avons changé de ministre mais que, comme son prédécesseur, M. Ndiaye reste sourd aux revendications des personnels. Et ce ne sont pas les déjeuners avec lui ou la « Minute Pap », annoncée sur Twitter le 5 novembre qui permettront de faire progresser les choses...

Pour finir, nous souhaiterions remercier les personnels de la DSDEN pour la transmission des documents de travail pour ce CTSD. Nous avons aussi une pensée solidaire pour eux dont les tâches se multiplient alors qu'ils ne sont pas assez nombreux pour les effectuer. Merci de votre écoute.

Camille Tastet, Delphine Marin, Maud Verdeguer et Delphine Paillé
Déléguées FNEC FP FO 33 au CTSD